



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 12 – 25 mars 2022

Sommaire

Fait marquant

- Rishi Sunak annonce plusieurs mesures de soutien aux ménages à l'occasion du budget de printemps

Climat & Energie

- Des associations environnementales lancent un appel au gouvernement pour subventionner les programmes d'isolation de logements
- La faillite de 30 fournisseurs d'énergie va alourdir les factures des ménages d'environ 2,4 Md£
- Le Premier ministre envisage de nouveaux projets de centrales nucléaires d'envergure nationale lors d'une table ronde organisée avec les principaux acteurs de la filière
- Le Gouvernement fixe de nouveaux objectifs à la *UK Infrastructure Bank*

Environnement

- De nouveaux objectifs sont annoncés dans le cadre de l'Environmental Act
- Les objectifs du gouvernement en matière de plantation d'arbres ne seront pas atteints sans plan pour rendre le secteur économiquement viable

Industrie

- La *Confederation of British Industry (CBI)* demande des mesures de soutien à l'investissement et à la croissance

Transport

- L'absence d'un réseau de transports en commun efficient entrave le développement économique des grandes villes du nord de l'Angleterre
- Le Gouvernement envisagerait d'introduire un système de péages routiers afin de compenser les pertes fiscales liées à la transition vers les véhicules électriques

Fait marquant

Rishi Sunak annonce plusieurs mesures de soutien aux ménages à l'occasion du budget de printemps

Le Chancelier Rishi Sunak a présenté le 23 mars le [spring statement](#) (mini-budget rectificatif) qui prévoit [plusieurs mesures](#) pour soutenir les ménages dans un contexte de crise du pouvoir d'achat et de hausse continue des prix de l'énergie. Rappelant que les sanctions contre la Russie (notamment le gel des importations de pétrole d'ici la fin de l'année 2022) présentaient un coût pour l'économie britannique, Rishi Sunak a annoncé une baisse du *fuel duty* (droits d'accise sur le carburant) de 0,5 *pence* par litre de carburant, le portant désormais à 0,53 £ par litre de carburant) pour une durée d'un an ainsi qu'un relèvement du seuil minimum pour le paiement de la part « employé » des cotisations sociales. Dans le domaine de l'économie verte, le Chancelier a notamment annoncé que la Banque d'infrastructures britannique se verrait confier un mandat renforcé en matière de transition énergétique et de neutralité carbone. L'établissement pourrait faciliter l'octroi, via les banques de détail, de prêts réduits aux particuliers pour l'installation de pompes à chaleur, de panneaux solaires et de batteries. Certains travaux de rénovation énergétique seraient également couverts dans le programme, qui sera précisé dans les semaines à venir. Rishi Sunak a également annoncé la suppression, pour cinq ans, de [la TVA](#) sur les produits et services destinés à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. En revanche le Gouvernement n'a pas décidé l'instauration d'une taxe exceptionnelle sur les profits des compagnies pétrolières, réclamée par l'opposition. Il n'a pas non plus adopté de mesures supplémentaires pour le développement des énergies renouvelables, un élément central de l'*Energy security strategy* dont la publication est attendue la semaine prochaine.

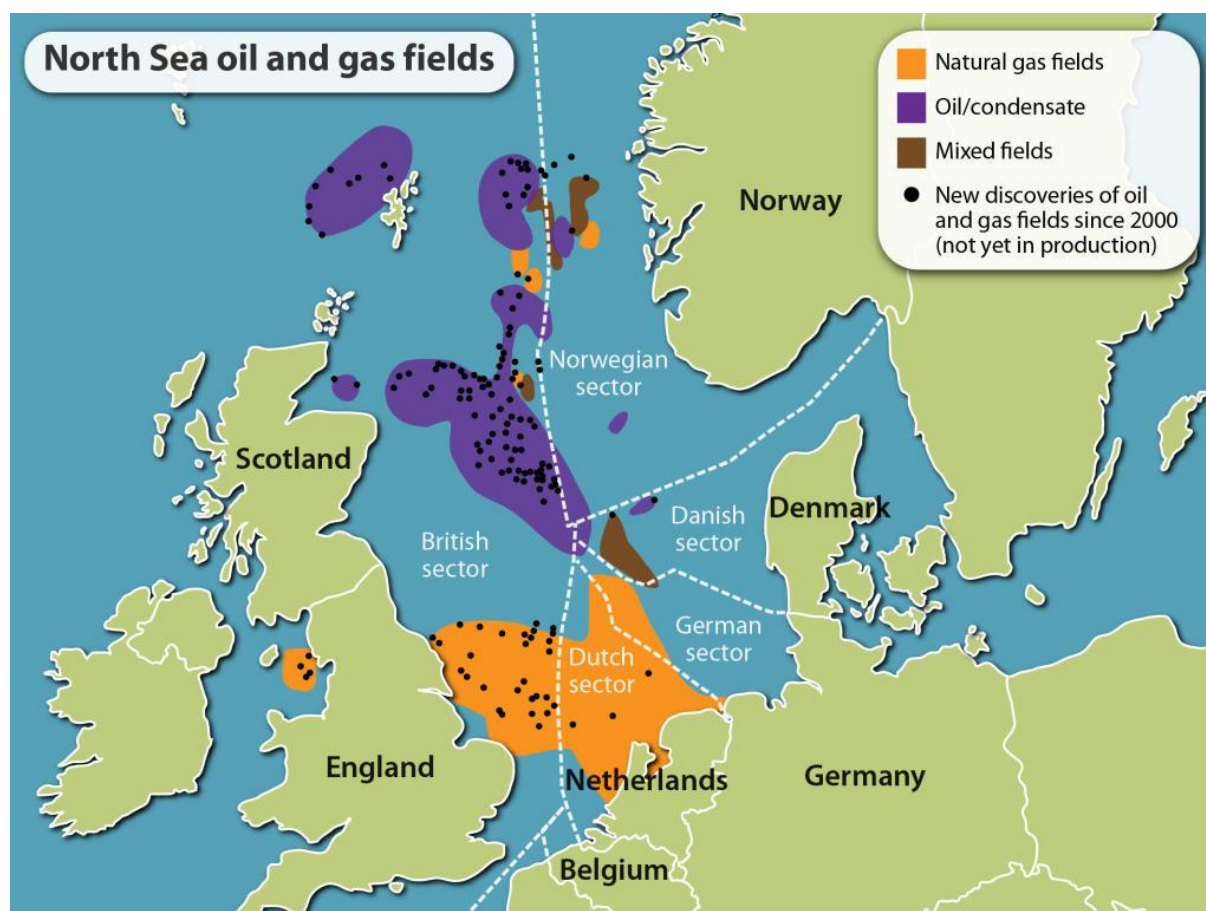
Le chiffre de la semaine

1/5

Les données provenant du site web de commerce en ligne *Ebay* indiquent que le nombre de clients britanniques à la recherche de [panneaux solaires](#) sur le marché en ligne a augmenté de près d'un cinquième depuis l'année dernière, avec en moyenne une recherche effectuée toutes les minutes.

L'image de la semaine





Source : Crystol Energy : « Assessing the future of North Sea oil and gas » <https://www.crystolenergy.com/assessing-future-north-sea-oil-gas/>

Selon le [FT](#), L'Oil and Gas Authority, le régulateur en charge de réglementer l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures en mer du Nord, prévoit, cette année, de délivrer des permis de forage à des entreprises pétrolières pour exploiter les champs récemment découverts (voir supra).

Cette annonce contrevient à la promesse du Gouvernement britannique de ne plus exploiter de nouveaux champs pétrolifères et interroge sur sa volonté de ne plus accorder de nouvelles licences d'exploitation d'ici 2040. Elle s'inscrit néanmoins dans la volonté du RU de diversifier ses approvisionnements énergétiques et de diminuer ses importations de gaz russe.

Climat & Energie

Flash – Le Gouvernement britannique serait prêt à nationaliser [Gazprom Energy](#), branche britannique du groupe russe, en cas de faillite. Les 30 000 entreprises clientes de cette filiale britannique s'inquiètent des [conséquences d'une telle situation](#), qui pourrait entraîner une hausse massive de leurs coûts d'approvisionnement du fait de l'obligation d'acheter leur gaz au prix du marché et non au prix définis dans leurs contrats.

Flash – Une lettre ouverte de [500 universitaires](#) appelle les universités britanniques à rejeter les financements provenant d'entreprises ayant des activités dans le domaine des hydrocarbures.

33 associations environnementales lancent un appel au Gouvernement pour subventionner les programmes d'isolation de logements

Ces [associations](#), notamment les Amis de la Terre, E3G, Greenpeace, Age UK et Save the Children chiffrent le programme à 3,6 Md£ d'ici 2025 et préconisent d'utiliser des fonds provenant de la vente des obligations souveraines vertes et de la *UK Infrastructure Bank*. E3G a souligné que, même avec de légers gains en matière d'efficacité énergétique, les factures des ménages pourraient être considérablement réduites. L'association défend, en outre, l'organisation d'une campagne publicitaire pour encourager les propriétaires immobiliers à baisser leurs thermostats et ajuster la température de leurs chaudières.

La faillite de 30 fournisseurs d'énergie va alourdir les factures des ménages d'environ 2,4 Md£

Depuis le début 2021, plus de [30 fournisseurs d'énergie au R-U](#) ont déposé le bilan à la suite de la hausse brutale des prix de gros du pétrole et du gaz. Dans ce cas de figure, l'*Ofgem*, le régulateur de l'énergie au RU, organise la reprise de leurs clients par d'autres fournisseurs d'énergie, dans le cadre d'un mécanisme de fournisseur en dernier ressort (« *supplier of last resort* »). Le coût, pour ces derniers, de la reprise de la clientèle, lié notamment à la nécessité d'acheter de l'énergie sur les marchés de gros, leur est compensé via une hausse ultérieure des factures de l'ensemble des consommateurs, pour un coût estimé à 2,4 Md£.

On rappellera que, selon les prévisions officielles de l'*Office for Budget responsibility* (OBR), le pouvoir d'achat des ménages devrait diminuer de [2,2 %](#) en 2022-2023, soit la plus forte baisse sur une seule année depuis 1956-1957, notamment en raison de l'augmentation du plafonnement des prix de l'énergie au 1^{er} avril puis au 1^{er} octobre, date à laquelle il pourrait s'établir à environ 2 800 £ par an (contre 1 277 £ actuellement).

Le Premier ministre envisage de nouveaux projets de centrales nucléaires d'envergure nationale lors d'une table ronde organisée avec les principaux acteurs de la filière

Le gouvernement britannique, a tenu le 21 mars une [table ronde](#) avec les principaux représentants de l'industrie nucléaire du RU, alors qu'il se prépare à dévoiler une nouvelle stratégie énergétique à la fin du mois, dans laquelle la construction de 6 nouvelles centrales nucléaires et une forte accélération de l'éolien et du solaire pourraient être annoncées. L'objectif est d'augmenter fortement la production électrique bas-carbone pour répondre aux objectifs climatiques du pays tout en réduisant sa dépendance aux hydrocarbures importés. Tous les réacteurs nucléaires du pays aujourd'hui en activité, sauf un, devront être arrêtés d'ici à 2030 pour cause de vieillissement. Aujourd'hui, deux réacteurs EPR (de 1 650 MW chacun) sont actuellement en construction à *Hinkley Point*; le premier d'entre eux devrait entrer en fonctionnement en 2026. Le gouvernement négocie également avec *EDF Energy* (filiale britannique d'EDF) la construction de deux autres réacteurs EPR à Sizewell.

Le Gouvernement fixe de nouveaux objectifs à la *UK Infrastructure Bank*

La [UK Infrastructure Bank](#) a été lancée par le Gouvernement en juin 2021 afin de financer des projets d'infrastructures en lien notamment avec les stratégies de décarbonation et *levelling up*. Dans un [courrier](#) adressé à John Flint, PDG de l'établissement, le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak l'invite à une « réorientation stratégique » (*strategic steer*) visant à favoriser l'atteinte de la sécurité énergétique, l'un des nouveaux objectifs du Gouvernement. En réponse à l'invasion russe en Ukraine, le RU a pris plusieurs sanctions envers la Russie dont la suspension des importations d'hydrocarbures russes d'ici la fin de l'année 2022. Cette décision lui impose d'accélérer le développement des énergies renouvelables et de réduire ses besoins énergétiques. Dans ce cadre, la *UK Infrastructure Bank* pourra financer des projets favorisant la transition vers les énergies « propres » (ce qui inclut le nucléaire) et l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels et commerciaux.

Environnement

De nouveaux objectifs sont annoncés dans le cadre de l'*Environmental Act*

Le gouvernement britannique a avancé une série de [nouveaux objectifs environnementaux](#) à long terme, qui s'inscrivent dans l'*Environmental Act* promulgué l'année dernière. Les propositions couvrent la qualité de l'air, de l'eau et la protection de la biodiversité. Parmi celles-ci, la plus ambitieuse est de réduire la pollution de l'air par les particules fines (PM2.5) de plus d'un tiers par rapport aux niveaux de 2018. D'autres propositions visent à réduire les déchets résiduels de 50 % par habitant d'ici 2042 par rapport aux niveaux de 2019 et mettre fin au déclin d'espèces d'ici 2030.

Préalablement à la formalisation des propositions, le gouvernement soumettra celles-ci à une période de consultation de 8 semaines au cours desquelles il sollicitera l'expertise d'ONG, chercheurs et autorités locales.

Les objectifs du gouvernement en matière de plantation d'arbres ne seront pas atteints sans plan pour rendre le secteur économiquement viable

Dans un rapport intitulé « [Tree Planting](#) », la Commission de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales de la Chambre des communes interpelle le gouvernement sur sa feuille de route pour respecter une promesse de planter 30 000 hectares de nouvelles forêts chaque année d'ici 2025. La Commission pointe que la reforestation est un élément essentiel pour répondre aux objectifs climatiques du Royaume-Uni qui, par ailleurs, importe 80 % de son bois. Les députés exhortent le Gouvernement à mettre en place un plan budgété pour soutenir le secteur forestier et augmenter la quantité de bois national utilisé dans le BTP (Bâtiment Travaux Publics) britannique. Plus largement, ils demandent au *Department for Environment, Food and Rural Affairs (Defra)* de rendre le secteur économiquement viable en s'appuyant sur un nouveau système de subventions.

Industrie

Flash – Les Etats-Unis et le RU sont parvenus à un [accord](#) garantissant la suppression des droits de douane américains sur l'acier et l'aluminium, mesure obtenue par l'Union européenne à l'automne 2021. Le secteur de l'acier et de l'aluminium représente 80 000 emplois au RU.

Flash – A la suite des annonces budgétaires du printemps (*spring statement*), de nombreux [secteurs](#) (automobile, agro-alimentaire, pharmaceutique, hôtellerie-restauration) ont critiqué l'insuffisance des mesures permettant de réduire l'impact négatif sur les entreprises de la hausse continue des coûts de production et des cotisations sociales.

La *Confederation of British Industry (CBI)* demande des mesures de soutien à l'investissement et à la croissance

La [CBI](#) espérait que les annonces budgétaires du printemps (*spring statement*) seraient l'occasion de nouvelles mesures en faveur des producteurs britanniques particulièrement pénalisés par l'inflation. Selon un sondage mené par l'organisme professionnel auprès de 229 entreprises britanniques, 82 % envisagent d'augmenter leurs [prix](#) dans les prochains mois (le plus haut niveau depuis 1975), cette hausse risquant de se répercuter sur les consommateurs. Par ailleurs, le conflit en Ukraine pourrait provoquer une nouvelle hausse des prix de l'énergie au vu des sanctions européennes décidées contre la Russie. Face à ces difficultés, la *CBI* avait fait plusieurs recommandations, dont aucune n'a été retenue par le chancelier de l'Echiquier : pérennisation des mesures fiscales de suramortissement (*superdeduction*) des investissements productifs, diminution des coûts d'accès au réseau (*network costs*) pour les entreprises énergivores, lancement de travaux visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments résidentiels et professionnels et introduction d'aides aux ménages les plus modestes afin d'atténuer les effets de l'inflation.

Transport

Flash – L'opérateur ferroviaire [LSER](#) (*London & South Eastern Railway Limited*) s'est vu infliger une pénalité de 23,5 M£ à la suite d'une « violation grave » de son contrat de franchise. Une enquête du ministère des Transports (*DfT*) avait conclu en septembre 2021 que l'opérateur n'avait pas rendu 25 M£ de subventions publiques, entraînant la reprise de la franchise par l'opérateur en dernier ressort (*OLR*).

Flash – Les conducteurs du [métro](#) londonien vont bénéficier d'une augmentation de salaire de 8,4 % à partir d'avril a annoncé *Transport for London (TfL)*. Environ 15 000 employés sont concernés par cette hausse, qui devrait coûter 100 M£ à *TfL*.

Flash – Le [Gouvernement](#) va financer environ un tiers des travaux de mise en sécurité du pont londonien d'[Hammersmith](#), visant à maintenir son accessibilité pour les piétons et les cyclistes. Les deux tiers restants du coût de ces travaux, estimé à 8,9 M£, seront pris en charge par *TfL* et le conseil de quartier d'Hammersmith et de Fulham. Ce dernier estime le coût total de la rénovation du pont, permettant une reprise du trafic routier (interdit depuis 2019), à 141 M£.

Flash – Le Gouvernement lance une [consultation](#) afin de déterminer comment abroger et remplacer la législation européenne s'appliquant aux ports (*EU port services Regulation*).

L'absence d'un réseau de transports en commun efficient entrave le développement économique des grandes villes du nord de l'Angleterre

Une étude menée par le *think tank* [Centre for Cities](#) dans les villes de Manchester, Leeds, Sheffield, Liverpool et Newcastle, montre que quatre millions de résidents ne peuvent pas accéder au centre-ville en moins de 30 minutes en transports en commun. Seulement 35 % des habitants de ces villes accèdent facilement au centre-ville via les transports en commun, contre près de 70 % dans des villes européennes de taille équivalente. L'insuffisance de l'offre de transports restreint les opportunités d'accès à l'éducation et à l'emploi et coûterait à ces agglomérations, selon l'étude, plus de 16 Md£ de pertes de productivité. Ces résultats s'expliqueraient principalement par des logiques d'aménagement différentes : les villes anglaises comportent davantage de maisons individuelles, avec des banlieues très étendues, tandis que les villes du reste de l'Europe occidentale ont plutôt fait le choix d'immeubles de hauteur moyenne, permettant une plus forte concentration de la population et un accès facilité aux réseaux de transports en commun. *Centre for Cities* invite donc à augmenter les investissements dans les transports en commun anglais, tout en réformant le système de planification urbaine.

Le Gouvernement envisagerait d'introduire un système de péages routiers afin de compenser les pertes fiscales liées à la transition vers les véhicules électriques

Le RU a décidé d'interdire la vente de voitures thermiques neuves d'ici 2030 et hybrides d'ici 2035. En octobre 2021, le Trésor avait souligné que le RU devrait certainement introduire de nouvelles [taxes](#) pour compenser les pertes fiscales liées à la généralisation des véhicules électriques dont les conducteurs sont exemptés de plusieurs taxes (*fuel duty, car tax, etc.*). Plusieurs mesures sont à l'étude. Le Gouvernement pourrait commencer par introduire des péages sur les autoroutes. Le comité des Transports de la Chambre des Communes a quant à lui proposé le mois dernier la mise en œuvre d'un système de taxation qui serait basé sur la distance parcourue, le niveau de trafic et le type de véhicule utilisé.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international